

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**26 ET 27 JUILLET 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**LANCEMENT DE LA DEMARCHE DE  
CONTRACTUALISATION AVEC LES SERVICES D'AIDE ET  
D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE PAR LA MISE EN  
OEUVRE DE CONTRATS PLURIANNUELS D'OBJECTIFS  
ET DE MOYENS (CPOM)**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Dans le cadre de ses compétences sociales, la Collectivité de Corse assure l'autorisation et le financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile qui interviennent sur le territoire insulaire.

Les Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) sont à la fois des opérateurs nécessaires à la prise en charge des seniors et des personnes en situation de handicap, qui vivent à domicile, et des acteurs économiques, pourvoyeurs d'activité et d'emplois sur les territoires.

Implantés localement, ces services interviennent au plus près des bénéficiaires afin de les accompagner au quotidien. Leur développement et leur modernisation sont indispensables pour favoriser le maintien à domicile, améliorer la qualité de prise en charge et participer au développement économique de nos territoires.

L'environnement législatif et réglementaire qui encadre les modalités d'autorisation et de financement des SAAD a récemment connu des évolutions majeures, parmi lesquelles la possibilité d'avoir recours à des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Rendu possible par l'article N°47 de loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015, ce nouveau dispositif de contractualisation entre la Collectivité de Corse et les SAAD permet de s'engager dans une démarche de structuration de l'aide à domicile et de mobiliser de nouveaux leviers.

Aujourd'hui, le financement des SAAD est assuré à travers une logique quantitative qui consiste en l'application d'un tarif horaire. Avec la mise en place des CPOM, tout l'intérêt réside dans le fait de sortir d'une logique de tarification, purement financière et quantitative, pour entrer dans une approche multidimensionnelle qui intègre des objectifs de qualité de la prise en charge, de promotion des bonnes pratiques, de territorialisation mais aussi des missions d'intérêt général ou encore l'amélioration des conditions de travail des salariés de l'aide à domicile.

Les SAAD qui intégreront la démarche des CPOM, en plus du financement lié directement à leur activité, sur la base du tarif horaire, bénéficieront également de financements complémentaires sur la base des objectifs fixés par la Collectivité de Corse dans ces contrats.

Les CPOM constituent, pour notre Collectivité, un véritable outil de pilotage qui sera garant, à moyen terme, d'une meilleure structuration de l'offre sur le territoire et d'une meilleure qualité des prises en charge.

La Collectivité de Corse souhaite fermement s'engager dans cette démarche sur l'ensemble du territoire insulaire afin d'accompagner le secteur de l'aide à domicile et créer les conditions nécessaires, non seulement à sa consolidation, mais également à son développement, tout en permettant une meilleure prise en charge des bénéficiaires.

Cette démarche avait été engagée, dès 2016, en Corse-du-Sud et des audits ont été réalisés en 2017 auprès des SAAD du territoire. Par ailleurs, le Département de la Corse-du-Sud s'était positionné sur un appel à projets national dans le cadre d'un fonds d'appui de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour le développement des bonnes pratiques. A ce titre il a pu bénéficier d'un financement de 167 775 euros dans le cadre d'une convention spécifique qui a été signée le 31 juillet 2017.

Cette convention, reprise par la Collectivité de Corse, définit les modalités d'attribution des fonds aux SAAD. Les fonds doivent obligatoirement être mobilisés dans le cadre des CPOM et pour en conserver le bénéfice, la signature des contrats doit intervenir avant le 30 août 2018.

Un premier CPOM a été signé le 17 novembre 2017 avec l'Association Corse pour les Personnes Âgées (ACPA), dans le cadre d'une expérimentation SPASAD. Un financement de 50 000 euros avait ainsi été attribué au titre du fonds d'appui CNSA car il s'agissait d'une démarche expérimentale avec un cahier des charges spécifiques.

Il s'agit aujourd'hui d'utiliser le reliquat disponible de l'enveloppe CNSA, soit 117 775 euros. La répartition de cette somme s'effectue auprès des SAAD avec lesquels un CPOM sera signé avant le 30 août 2018, en tenant compte des trois éléments suivants : prendre en référence le montant attribué l'an passé à l'ACPA, tenir compte du volume horaire global de chaque SAAD et de leur implication dans la démarche.

A ce stade, cinq SAAD de Corse-du-Sud sont prêts pour signer un CPOM : ADMR 2A, AZAE, I Capi Bianchi, Noi Inde Voi et AAD Corsica. Les quatre autres SAAD (Age de Diamant, Stella Aide aux Familles, UMCS, Sud Corse domicile) n'ont pas souhaité s'engager dans la démarche, néanmoins les échanges doivent se poursuivre.

Je vous propose donc la répartition suivante :

	Montant attribué dans le cadre du CPOM pour le fonds d'appui aux bonnes pratiques
ADMR 2A	50 000,00 €
AZAÉ	18 000,00 €
I Capi Bianchi	18 000,00 €
Noi inde Voi	15 887,50 €
A.A.D Corsica	15 887,50 €

Total	117 775,00 €
-------	--------------

En conséquence, je vous propose :

- d'approuver les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les services d'aide et d'accompagnement à domicile ADMR, AZAE, I CAPI BIANCHI, NOI IN DE VOI, et AAD CORSICA, tels que figurant en annexes.
- d'approuver la répartition du fonds d'appui aux bonnes pratiques, telle que figurant en annexe et prévu au budget primitif, Programme N5123A, compte 9343/430/ 611 - ADDS23026.
- de m'autoriser à signer lesdits contrats.